

Justice en grève : "Je n'avais jamais vu cela", avoue Philippe Romanello, président du Tribunal d'Auch

Une mobilisation historique pour réclamer davantage de moyens pour la justice



Justice en grève : "Je n'avais jamais vu cela", avoue Philippe Romanello, président du Tribunal d'Auch

Ils étaient une bonne quarantaine, greffiers, magistrats et avocats, sur les marches du tribunal ce mercredi 15 décembre en fin de matinée pour participer à un mouvement de grève historique. Ce qui est très exceptionnel voire historique comme l'exprime, Philippe Romanello, président du Tribunal de Grande Instance d'Auch : « Je n'avais jamais vu cela, la spontanéité à ce mouvement est révélatrice de ce qui se passe, un phénomène partagé dans l'ensemble par les greffiers, magistrats et avocats. C'est un problème général, pas local, qu'il faut remonter à la Chancellerie. Aujourd'hui les magistrats se déclarent en grève mais ils assurent le service public ».



Lors de son intervention, **Philippe Romanello**, regrette que les magistrats et fonctionnaires ne peuvent exercer leurs fonctions « dans des conditions dignes tant pour nous que pour les justiciables ». Le président souligna « que si le tribunal judiciaire d'Auch devait compter le même nombre de magistrats par habitant que le nombre médian pour les pays du Conseil de l'Europe il ne devrait compter ni 10 juges comme c'est le cas, mais 24 magistrats du siège, ni 3 procureurs comme c'est le cas, mais 21 magistrats du parquet ». Quant au déficit du personnel du greffe, là aussi le manque est flagrant avec un effectif de 34 emplois sur Auch et 4 sur Condom alors qu'il devrait être de 64 emplois pour un département comme le Gers.

Philippe Romanello craint « que les « États généraux de la justice » ne soient qu'une opération de communication politique sans réelles avancées à la hauteur des enjeux » et qui de surcroît « les « États généraux de la justice » n'ont à aucun moment prévu d'envisager sérieusement la question des moyens alloués aux juridictions ».



De son côté le bâtonnier de l'ordre, **Anne-Laure Prim**, « partage le constat exprimé d'un profond malaise qui est général à l'ensemble des acteurs du monde judiciaire ». Elle dénonce la succession des réformes [...] qui « contraint l'ensemble des acteurs à s'éloigner de leur mission première à savoir apporter aux justiciables une décision réglant leur litige dans un délai raisonnable ». D'autre part Anne-Laure Prim dénonce « l'incohérence d'un système qui alourdit la charge de travail administratif des acteurs du monde judiciaire au détriment de leur mission première ». et de conclure par un appel auprès du ministre de la Justice « à accompagner les magistrats, greffiers et avocats dans leur mission de service public au quotidien et à prendre en compte leur souffrance au travail ».